

Communiqué de l'UNSA-Fonctionnaires

La RGPP, une mauvaise réponse au défi de la modernisation de la fonction publique

L'UNSA Fonctionnaires, convaincue de l'importance que revêt la modernisation de la fonction publique, a toujours défendu l'idée qu'il était nécessaire d'effectuer une mise à plat concernant les missions de service public.

Sa présence et sa participation aux travaux des différentes instances de concertation se sont toujours traduites par la volonté de faire évoluer la fonction publique dans l'intérêt commun des usagers et des agents. Dans ce domaine, le gouvernement, pour répondre au programme proposé par le Président de la République, a décidé de mettre en place la révision générale des politiques publiques (RGPP). L'UNSA-Fonctionnaires n'est pas hostile à l'idée que pourrait porter une telle initiative s'il en résultait une véritable débat avec les représentants des personnels qui jour après jour font vivre le service public. Tel n'est malheureusement pas le cas.

Le Président de la République et le gouvernement se sont engagés dans une méthode qui méconnaît les principes même du dialogue social fondé sur une réelle concertation avec les organisations syndicales représentatives. En ce sens, l'UNSA-Fonctionnaires qui dès l'automne dernier s'est investie dans les travaux menés dans le cadre des conférences gouvernementales, ne peut que condamner la méthode RGPP.

Les mesures brutales qui en découlent, assises sur une approche essentiellement budgétaire, ne lui apparaissent pas de nature à répondre de façon satisfaisante au défi que représente l'offre d'un service public de qualité à l'ensemble des citoyens sur la totalité du territoire.

Elles méconnaissent par ailleurs les personnels en les plaçant dans des situations dégradées au regard de l'exécution de leurs missions et de leurs conditions de travail ce qui risque in fine de nuire à la qualité du service rendu aux usagers.

L'UNSA Fonctionnaires appelle pour sa part une autre approche pour faire évoluer le service public. Elle revendique une méthode qui permette un véritable dialogue entre le gouvernement et les organisations syndicales représentatives.